

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Novembre 2024

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- Le fort dynamisme des abattages de volailles s'est poursuivi sur les neuf premiers mois de 2024 (+ 14,7 %) en lien avec des niveaux très élevés d'abattages de poulets, face à une forte croissance de la consommation, et le retour des abattages de canards gras.
- En cumul sur 9 mois 2024, cette forte hausse de la production s'est accompagnée d'une reprise des exportations de viandes et préparations de poulet (+ 12,8 %) vers l'Union européenne et les pays tiers. Si les importations de viandes et préparations de poulet ont continué d'augmenter (+ 3,0 %), le rythme est moins élevé que l'an dernier avec des envois en repli depuis la Belgique et les Pays-Bas. Néanmoins, les importations ont continué de se renforcer depuis la Pologne. Au global, le déficit commercial des échanges de viandes de volailles français tend à se réduire.
- Depuis mi-septembre, la cotation TNO calibre M maintient une forte progression en raison d'une tension sur l'offre dans un contexte de hausse de la consommation. Ainsi sur 9 mois 2024, les importations d'œufs coquilles ont augmenté (+ 20,0 %) tandis que les exportations se sont repliées (- 12,8 %). Sur le marché des ovoproduits alimentaires, si les exportations ont enregistré une forte progression (+ 23,2 %), les importations sont tout de même restées en hausse (+ 6,0 %).

VIANDE PORCINE

- En octobre 2024, le recul des abattages de porcs tend à se stabiliser (+ 0,7 % en volume et - 0,5 % en têtes sur douze mois glissants), ceci du fait d'une hausse continue du poids carcasse.
- Les cotations françaises ont connu une évolution saisonnière : reflux continu d'août à octobre puis stabilisation en novembre (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 25 novembre). Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment tendent globalement à se stabiliser. À ce stade, ces facteurs n'affectent pas la rentabilité des élevages.
- Sur les neuf premiers mois 2024, les importations de viande sont en hausse alors que les exportations s'effritent.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) connaît un rebond (+ 2,0 % sur 9 mois 2024/2023).

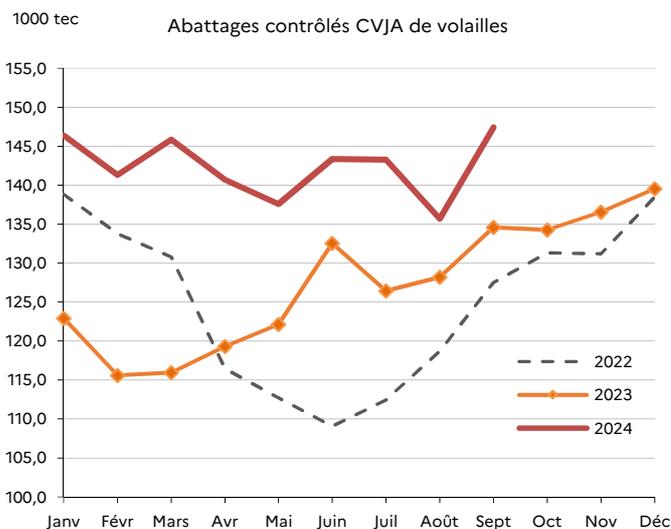
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont reculé en volume en août 2024 (- 5,7 % par rapport à août 2023), avec des évolutions négatives pour toutes les espèces : bovins (- 6,4 %), porcins (- 7,0 %), poulet (- 3,8 %), poules (- 3,6 %).
- En septembre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,4 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 0,2 %, volailles - 0,4 %).

VOLAILLES DE CHAIR

• En août 2024, les **mises en place** de volailles ont peu évolué (+ 0,1 %) par rapport à août 2023 en raison de la stabilité des mises en place de poulets (- 0,2 %), alors que les mises en place de canards ont maintenu leur hausse (+ 4,5 %). Le repli des mises en place de dindes s'est poursuivi (- 6,5 %).

Sur les neuf premiers mois de 2024, les **abattages** de volailles ont enregistré une forte croissance (+ 14,7 %). Les abattages de poulets sont très dynamiques (+ 11,2 %) et ont atteint les niveaux les plus élevés enregistrés depuis les années 2000. Sans épizootie d'IAHP majeure depuis plus d'un an, la croissance des abattages est soutenue par la reprise de ceux de canards gras et à rôtir (respectivement + 61,2 % et + 39,9 %) ainsi que ceux de dindes (+ 12,1 %). Néanmoins, les abattages de canards à rôtir et de dindes n'ont pas retrouvé leur niveau de 2019-2021 (respectivement - 8,2 % et - 17,3 %). À l'inverse, les abattages de poulets et de canards gras sont eux supérieurs à la moyenne 2019-2021 (respectivement + 11,5 % et + 5,0 %).



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

• Avec le retour d'une offre plus importante, sur les neuf premiers mois de 2024, les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet ont repris (+ 12,8 %, soit + 30,3 ktec). Vers l'Union européenne, la nette hausse des exportations (+ 12,8 %, soit + 17,9 ktec) est stimulée par le renforcement des envois vers les Pays-Bas (+ 44,4 %, soit + 12,7 ktec), qui s'explique en partie par des réexpéditions de produits britanniques à faible valeur. La situation est plus contrastée vers les autres pays de l'Union européenne avec une hausse marquée vers l'Allemagne (+ 6,7 %, soit + 1,8 ktec), une stabilité des envois vers l'Espagne (+ 0,8 %, soit + 0,2 ktec) et un repli vers la Belgique (- 5,1 %, soit - 1,6 ktec). Vers les pays tiers, les marchés sont porteurs (+ 12,7 % soit + 12,4 ktec) avec des hausses vers les pays du Moyen-Orient (+ 4,6 % soit + 2,5 ktec), le Royaume-Uni (+ 10,3 % soit + 1,5 ktec) et l'Afrique subsaharienne (+ 14,2 % soit + 1,9 ktec).

Sur la même période, les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont progressé (+ 3,0 %, soit + 17,6 ktec). Cette croissance est inférieure à 2023 du fait d'une diminution des importations depuis la Belgique (- 1,5 % soit - 2,2 ktec) et les Pays-Bas (- 9,3 % soit - 9,2 ktec). En revanche, depuis la Pologne, les importations sont restées orientées à la hausse (+ 15,2 % soit + 26,3 ktec) ; ce pays gagne ainsi des parts de marché (33 % sur 9 mois 2024 contre 29 % sur 9 mois 2023). Par ailleurs, en valeur, les importations françaises de viandes et préparations de poulet sont en hausse plus modérée (+ 1,4 %).

Au global, sur les neuf premiers mois de 2024, le **solde** des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 335 ktec et de 964 millions d'euros. Le déficit se réduit légèrement par rapport à 2023, à la fois en volume (25 ktec) et en valeur (85 millions d'euros).

• En cumul sur 9 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborés de volailles ont poursuivi leur hausse (+ 7,1 %) soutenus par la baisse des prix qui s'est accentuée (- 3,2 %). Les achats de viande de poulet sont toujours plébiscités (+ 4,6 %) tirés par le segment des découpes (+ 5,4 %) alors que les achats de poulet entier PAC ont reculé (- 0,9 %).

LAPINS

En cumul sur 9 mois 2024, les abattages de lapins ont maintenu leur tendance baissière (- 6,5 %). La cotation nationale du lapin vif s'est établie à 2,58 €/kg en semaine 44 rejoignant ainsi son niveau de l'an dernier à la même date.

Sur les neuf premiers mois de 2024, les exportations de viandes de lapin ont augmenté (+ 7,7 %, soit + 205 tec) grâce à la hausse des envois vers l'Union européenne (+ 14,0 % soit + 290 tec) notamment vers l'Italie et la Belgique, alors que les exportations ont été en retrait vers les pays tiers (- 14,4 %, soit - 84,5 tec) avec un fort décrochage des envois vers les États-Unis et Hong-Kong. Les importations françaises de viande de lapins sont orientées à la baisse (- 26,3 %, soit - 165 tec) notamment depuis les principaux fournisseurs européens (Belgique et Espagne) ainsi que depuis la Chine. Au global, le solde des échanges français de viande de lapin est positif avec un excédent de 2,4 ktec et de 10,1 millions d'euros. Par rapport à 2023, l'excédent s'améliore de 0,37 ktec et de 2,1 millions d'euros.

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En cumul sur 8 mois, les **mises en place** de poulettes de ponte se sont maintenues en hausse (+ 2,1 %) malgré les replis enregistrés sur les mois de mai à août.

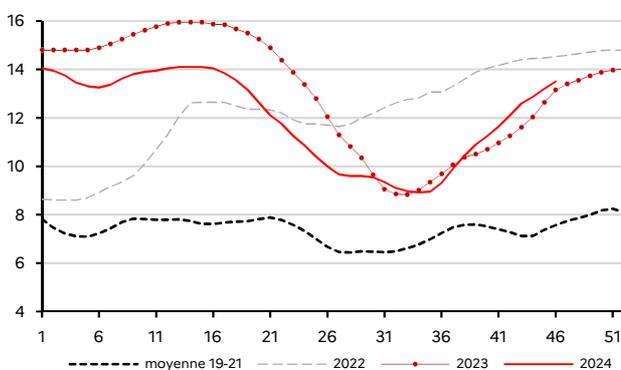
Sur les neuf premiers mois de 2024, les échanges d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires sont dynamiques avec une hausse des exportations (+ 16,4 %, soit + 11,7 ktéoc) et des importations (+ 12,3 %, soit + 12,2 ktéoc). Dans le détail, la croissance des exportations est tirée par les ovoproduits alimentaires (+ 23,2 %, soit + 13,5 ktéoc) alors que les **exportations** d'œufs coquilles sont en repli (- 12,8 % soit - 1,7 ktéoc), du fait de la forte demande sur le marché français. Les exportations d'œufs coquilles sont à l'arrêt vers l'Allemagne. Quant aux exportations d'ovoproduits, elles ont progressé vers l'ensemble des principaux partenaires à l'exception de l'Allemagne. La hausse des importations s'explique par l'augmentation des volumes d'œufs coquilles (+ 20,0 % soit + 8,9 ktéoc) et dans une moindre mesure par celles d'ovoproduits alimentaires (+ 6,0 % soit + 3,3 ktéoc). Les importations d'œufs coquilles se sont particulièrement renforcées depuis l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas tandis que les volumes se sont repliés en provenance de Pologne.

Au global, sur les neuf premiers mois de 2024, le **solde global** des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires reste déficitaire. Le solde atteint - 11,5 ktéoc en volume et - 24 millions d'euros, s'améliorant ainsi de 6 ktéoc et de 18 millions d'euros au regard de 2023.

Depuis mi-septembre, la **cotation TNO** calibre M maintient une forte progression face à une tension sur l'offre avec une production limitée par les cas de salmonelloses. En semaine 46, elle a atteint 13,50 € / 100 œufs (+ 0,35 € / s.46 2023).

En septembre, les achats des ménages ont diminué pour la première fois depuis le début de l'année 2023 (- 5,8 %), selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel. Toutefois, en cumul sur 9 mois 2024, les **achats d'œufs des ménages** sont toujours en hausse (+ 3,3 %). Après une période de repli, les achats d'œufs biologiques et label rouge se sont stabilisés (respectivement - 0,6 %, et + 0,7 %).

€/ 100 œufs Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

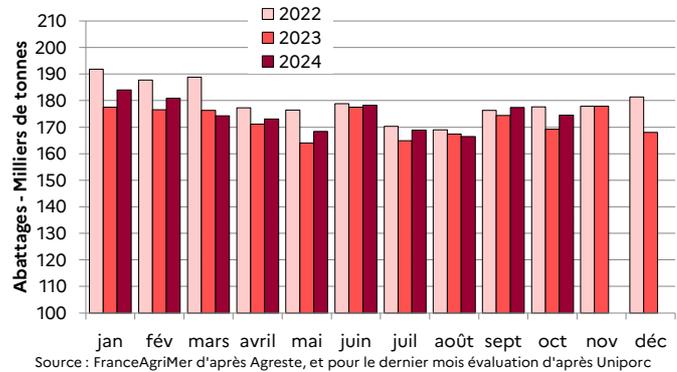
FILIÈRE PORCINE

Abattages

En volume, les **abattages français** des dix premiers mois de 2024 apparaissent en nette progression par rapport à ceux de 2023 (+ 1,6 %). Même sur 12 mois glissants, les volumes progressent encore (+ 0,7 % par rapport aux 12 mois antérieurs, alors qu'en avril 2024, sur 12 mois glissants, la baisse était de 1,8 %). En têtes cependant, les abattages sont en recul de 0,5 %.

Ces chiffres témoignent ainsi d'une amélioration, alors que dans le même temps la baisse du **cheptel** se confirme. Les chiffres de l'enquête cheptel France SSP de mai 2024 indiquent en effet un recul de 2,8 % pour les truies par rapport à 2023 et 3,5 % pour l'ensemble des porcins.

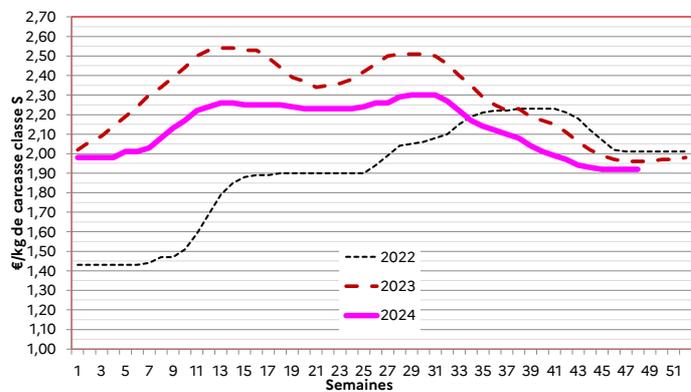
Dans cette situation contrastée, l'amélioration de la production française trouve sa source d'une part dans les gains de productivité des élevages, d'autre part dans la hausse du poids des carcasses (+ 0,7 kg depuis janvier, + 3 kg depuis octobre 2023), ce qui permet à ce stade de préserver les volumes mis sur le marché.



Cotations carcasse classe S

Les **cotations françaises** ont connu un reflux continu d'août à octobre, suivi d'une stabilisation en novembre (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 25 novembre).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, en retrait néanmoins sur les niveaux records observés en 2023. Alors que l'offre reste à un niveau soutenu en octobre, la demande de la transformation est également en nette reprise. La demande des ménages français apparaît pour sa part assez peu dynamique. Ces évolutions tendent globalement à s'équilibrer.



Les principaux **prix européens** sont dans une situation proche de ceux de la France : un recul s'est engagé au mois d'août, l'Europe du Nord (Allemagne, Danemark, Pays-Bas) connaissant ensuite une stabilisation en octobre. L'Espagne, à un niveau plus élevé, a connu un reflux plus fort de ses prix avant, là aussi, une stabilisation en novembre. Les cotations espagnoles tendent ainsi à revenir au même niveau que les cotations allemandes, mais 15 à 20 centimes au-dessus des cotations françaises. La demande en Europe est soutenue, permettant globalement un bon équilibre offre - demande.

Échanges

Sur les neuf premiers mois de 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations en volume** de la France ont reculé (- 2 %, - 6 kt). En baisse vers l'UE (- 4 %, - 8 kt), elles ont néanmoins progressé sur l'Italie, principale destination (+ 2 %, + 1 kt) et sur l'Allemagne (+ 7 %, + 1 kt). Vers les

pays tiers, elles se sont aussi accrues (+ 2 %, + 2 kt), mais ont reculé vers la Chine (- 20 %, - 8 kt). En parallèle de l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations chinoises de viande se restreignent, ceci malgré une réduction de la production locale et des prix élevés sur le marché intérieur. La forte concurrence des États-Unis et du Brésil continue par ailleurs toujours à s'exercer sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 5 %, + 10 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 24 %, + 4 kt).

Au total, **le solde** est positif en volume (+ 102 Kt), mais en recul par rapport à 2023 (- 14 %).

Consommation

La **consommation totale de porc** en volume (calculée par bilan) avait été en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022). En 2024, elle connaît un rebond (+ 2,0 % sur 9 mois 2024/2023) en lien sans doute avec la décélération des prix au détail.

Les **prix au détail** fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en septembre 2024, font apparaître en effet un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 1,1 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 1,1 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie, les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit + 0,7 % en septembre contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 3,0 % contre + 9,6 %).

Malgré ce recul de l'inflation, les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en septembre 2024, ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de **produits porcins achetés par les ménages** pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 3,4 % pour la viande de porc hors élaborés, - 6,3 % pour les saucisses fraîches, - 1,4 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 1,9 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Pour ce qui concerne **les FAB**, en août 2024, les incorporations de céréales sont en recul de 8 % par rapport à août 2023, notamment pour le blé (-12 %), l'orge (-14 %) et le triticale (-19 %). Le blé tendre reste la céréale la plus utilisée, mais le maïs, économiquement plus avantageux, progresse dans les formulations.

Les **fabrications d'aliments composés** évaluées par le SSP ont reculé en volume en août 2024 (- 5,7 % par rapport à août 2023), avec des évolutions négatives pour toutes les espèces : bovins (- 6,4 %), porcins (- 7,0 %), poulet (- 3,8 %), poudeuses (- 3,6 %).

En septembre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,4 % par rapport au mois précédent dont porcins - 0,2 %, volailles - 0,4 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP est stable en septembre à 323 €/t, niveau toujours élevé. L'indice coût matières premières Itavi d'octobre 2024, au regard du mois précédent, a reculé de 0,5 % pour les poules poudeuses et de 1 % pour le poulet standard.

Directrice de la publication : Christine Avelin / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 — www.franceagrimer.fr

FranceAgriMer
@FranceAgriMerFR